

**Le collège OPA mandate son secrétaire pour mener le combat permettant de faire aboutir nos revendications par tous les moyens possibles, y compris la grève. En ce sens, conformément au mandat reçu au congrès du Cap d'Agde, nous rappelons ici au CN l'ensemble des revendications du collège OPA :**

## **Défense du service public et de nos missions**

**Le collège OPA s'inscrit pleinement dans le combat contre la casse du Service public Républicain et des statuts particuliers des Agents.** En ce sens, le collège OPA **condamne** cette spirale infernale qui conduit à la destruction du service public, des statuts, de nos missions, de nos métiers, de notre technicité et de notre avenir.

**Le Collège OPA revendique la suppression de la réforme des retraites**, du recul de l'âge légal de départ et l'allongement des carrières et rappelle **son attachement indéfectible** à son affiliation au Fond spécial de pension (FSPOEIE).

Le collège appelle tous nos camarades OPA à participer massivement au meeting national du 26 octobre à Paris à la salle de la mutualité

.De même, il **dénonce** la baisse des effectifs et des moyens imposés aux services du ministère et à ses Établissements Publics qui conduit à leur dysfonctionnement et à l'accroissement des RPS pour les Personnels.

Il **exige** le recrutement d'OPA dans les métiers particuliers nécessaires au bon fonctionnement des services et exige l'arrêt de l'externalisation de ces métiers.

## **Devenir statutaire, recrutement et pension**

**Le Collège OPA rappelle** son attachement indéfectible au régime particulier de retraite et au Fonds Spécial des Pensions des Ouvriers des Établissements Industriels de l'État, et à notre statut qui pérennise nos missions, nos métiers, notre technicité et nos emplois.

**Le Collège OPA exige** la levée du moratoire sur le recrutement d'Ouvriers d'État et exige le recrutement immédiat d'OPA sur tous les postes vacants. Le manque de recrutement, à la hauteur des besoins, a et continue de pénaliser lourdement la gestion des Personnels, le Fond Spécial des Pensions des Ouvriers des Établissements Industriels de l'État (FSPOEIE) et le fonctionnement des Services et établissements publics.

**Il dénonce** le recours à des recrutements sous contrat ou statuts précaires sur les postes vacants OPA, solution qui ne fera qu'accroître les dysfonctionnements dans les Services, les inégalités entre Personnels et les précarités dans la société. **Il exige** le recrutement OPA sous statut, seule solution qui assure le bon fonctionnement et la sécurité d'un service.

**Le Collège OPA dénonce** la situation inacceptable de l'impossibilité d'accès aux OPA à l'information sur leur relevé de carrière, sur info-retraite ou au FSPOEIE. **Il exige** le même niveau d'informations sur les retraites que les fonctionnaires.

**Le Collège exige** également :

- **la garantie de nos droits et la pérennisation de nos missions dans l'évolution statutaire imposée par notre ministère.**
- l'arrêt de la suppression des postes et des effectifs d'OPA.

- Dénonce la situation inacceptable face à l'impossibilité d'accès à l'information sur leur relevé de carrière . Il exige d'avoir accès à ces informations.

## **Salaires, indemnités et gestion**

### **Il exige :**

- la revalorisation significative de toute la grille,
- le passage du plafond de la prime d'ancienneté de 27 à minima 33 %,
- la suppression des zones 2 et 3 d'abattement de paie.

**Il dénonce** la modification de l'article 13 du Décret de 65, portant sur la prime de rendement sans lui fixer de plancher, et ne tenant pas compte de la revendication FO sur l'instauration d'un plancher à 15 %

Le Collège continue à s'opposer à la mise en place sournoise d'une prime de rendement modulable selon « un mérite » qui ne sera pas déterminée par des critères vérifiables.

### **Il revendique :**

- l'instauration d'un treizième mois,
- l'application de la GIPA (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat) aux OPA,
- une revalorisation de la prime de métier pour tous les OPA,
- la prise en compte de l'ensemble des primes dans l'assiette de cotisation
- le versement de la prime d'ancienneté à raison de 1% par an à partir de 27 %
- une revalorisation conséquente des astreintes techniques dont le montant de base est gelé depuis de nombreuses années,
- l'augmentation du taux qui détermine l'enveloppe annuelle allouée aux promotions OPA. Actuellement à 1 % de la masse salariale des OPA qui composent la CCOPA, ce taux doit être porté à au moins 3 % pour tenir compte du tassement des classifications dans la nouvelle grille et permettre des promotions dans le respect des règles statutaires.
- les mêmes droits que les fonctionnaires en cas d'accident du travail ou de maladie
- le bénéfice du temps partiel thérapeutique en vue du maintien dans l'emploi
- la publication rapide du décret actant le droit aux congés bonifiés

**Il revendique** la mise en place de formations accompagnées de moyens pour tous les OPA, notamment pour ceux affectés à de nouvelles missions, mais aussi pour faire face à l'évolution des métiers.

**Il revendique** le maintien des écoles techniques du Ministère et la possibilité ouverte aux OPA de s'y former.

**Le collège revendique** la préservation de l'indemnité outre-mer.

**Il exige** le maintien en zone 1 de la rémunération des OPA des Antilles, en attendant la suppression des zones.

**Il exige l'égalité dans le déroulement de carrière et la rémunération des OPA quel que soit leur Service d'affectation, établissement public, ou collectivité.**

**Il exige** un dépistage immédiat et un suivi de tous les OPA actifs et retraités qui sont ou ont été exposés à l'amiante ou à d'autres produits reconnus nocifs pour la santé.

**Il revendique** l'extension du dispositif amiante à tous les OPA.

**Il revendique** le départ à la retraite à taux plein pour tous les OPA après 37,5 années de cotisation.

Le Collège OPA **dénonce** les difficultés de mobilité pour de nombreux OPA, amplifiées par les LDG et la perte de compétence des CAP et CCOPA en matière de mobilité.

**Il revendique** également la possibilité d'une MADSLD à titre individuel pour les OPA.

Droit au détachement comme les fonctionnaires

## Services du ministère et Établissements Publics

**Le Collège OPA exige** un dispositif spécifique de maintien des rémunérations pérenne pour tous les OPA dont les services ou établissements sont ou seront restructurés ou transférés.

**Il exige**, notamment pour les Établissements publics et ce, quel que soit leur statut juridique, le maintien du statut et le recrutement d'OPA.

**Il s'oppose** à toute externalisation des missions et **exige** la pérennisation des postes d'OPA dans les DIR, les DIRM, Établissements publics et autres services de l'État.

**Il exige** l'application immédiate et sans restriction du décret relatif au mouvement d'aéronefs.

**OPA mis à disposition des Collectivités sans limitation de durée (OPA MADSLD et OPA en poste au sein des SGCD) :**

**Le Collège dénonce :**

- l'abandon par l'État de la gestion de carrière des OPA MADSLD,
- le comportement illégal et inadmissible de certains responsables de collectivités territoriales qui transgressent la loi de 2009, notamment pour les possibilités de promotions, d'application des notes de revalorisation du régime indemnitaire ou de reconnaissance d'exposition aux matières dangereuses,
- l'impossibilité de mobilité infligée aux OPA MADSLD,
- l'inégalité de traitement sur le régime indemnitaire en fonction des services et des dates de mise à disposition,

**Il exige** un déroulement de carrière pour **tous** les OPA mis à disposition sans limitation de durée, dont l'État doit être le garant.

De plus, **il revendique** la mise en place immédiate d'une charte garantissant un cadre commun de gestion pour **tous** les OPA.

## RÉSISTER, REVENDIQUER, RECONQUÉRIR

Le devenir de l'emploi public est menacé, mais tout particulièrement les missions spécifiques des Corps techniques du ministère. En ce sens, **le Collège OPA mandate** son Secrétaire pour s'associer à la construction du combat commun qui doit être construit et mené pour la défense des missions techniques au sein du Ministère.

Conscient que l'application de la politique anti-fonctionnaires, uniquement basée sur le dogme comptable prôné par le gouvernement, impactera les futures négociations sur l'avenir statutaire et salarial des OPA et le devenir de nos régimes spéciaux de retraite, le collège OPA **mandate** le Syndicat national pour organiser la riposte à la hauteur des attaques dont nous sommes tous les victimes.